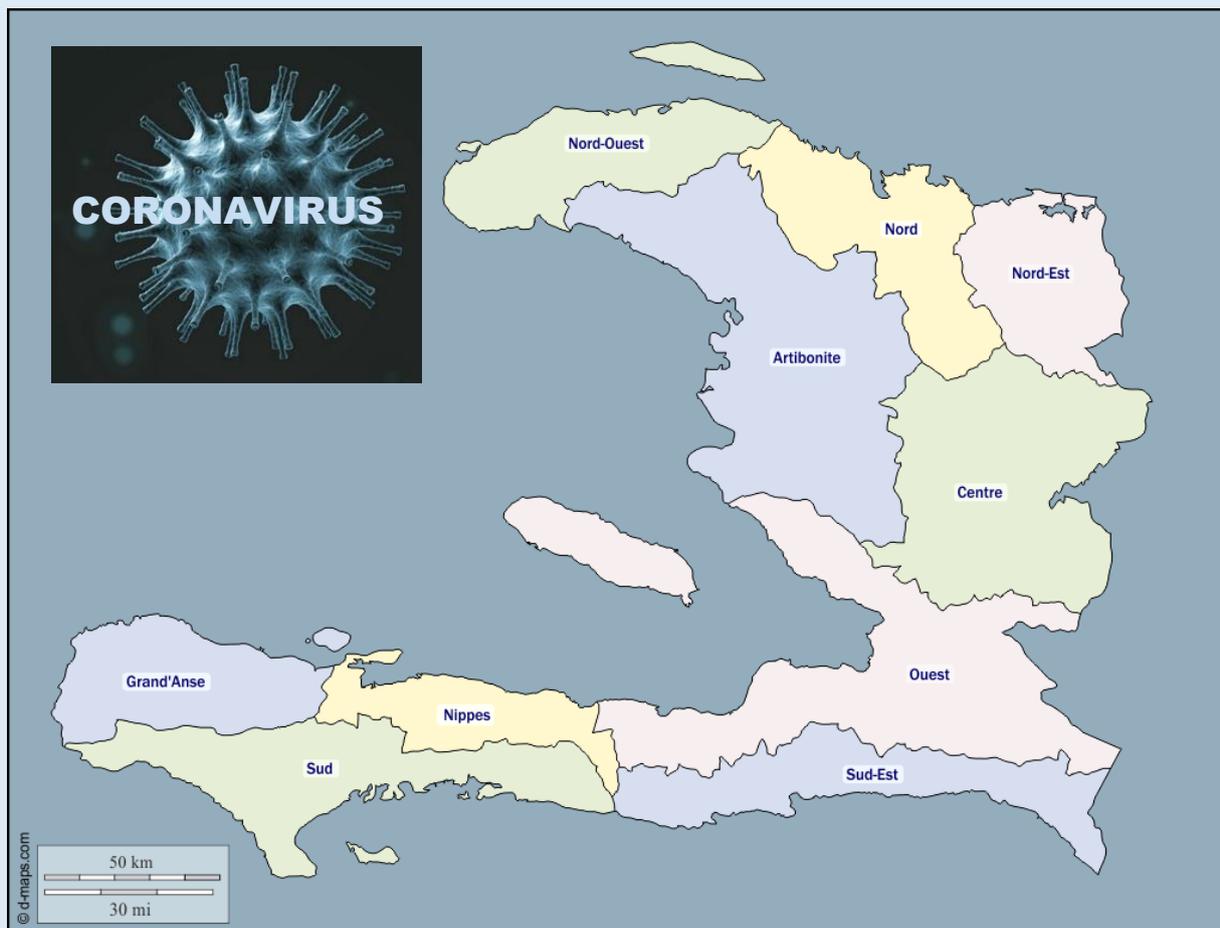


# DevHaïti

## LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT 2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 002



17 Mars 2020

## **Coronavirus: un “wake up call” pour le financement du secteur de la santé en Haïti**

Le coronavirus est en train de se propager à travers le monde. Tous les continents sont touchés. Plusieurs pays de la Caraïbe sont affectés par le virus. Des cas de coronavirus ont été détectés dans des pays voisins comme la République Dominicaine, la Jamaïque et Cuba. Aucun cas n’a été signalé jusqu’à présent par les autorités haïtiennes dont les déclarations concernant la préparation du pays pour faire face à la pandémie peinent à rassurer la population.

Dans cet environnement anxiogène mondial, il est important de souligner qu’Haïti, au cours des dix dernières années, ne s’est pas donné les moyens pour développer ses infrastructures dans le secteur de la santé afin de faire face aux défis sanitaires actuels.

En effet, l’analyse des allocations budgétaires par les autorités haïtiennes durant la décennie écoulée indique d’importants sous-investissements dans un secteur vital pour la productivité et la compétitivité, des facteurs cruciaux pour une croissance économique soutenue et le développement durable.

Avec un budget moyen 6.7 milliards de gourdes par an, au cours de la période 2009-2019, le secteur santé n’a pas connu un traitement favorable de la part des autorités gouvernementales. En effet, les dépenses de santé représentent en moyenne seulement 5.7% des dépenses budgétaires totales et moins de 2% en moyenne du produit intérieur brut (PIB) soit 1.8%. Le budget d’investissement a affiché un niveau moyen assez faible : 3.5 milliards de gourdes, avec le niveau le plus élevé atteint au cours de l’exercice fiscal 2012-2013, en raison de l’importante aide financière obtenue après le séisme du 12 janvier 2010.

Le plus faible niveau d’investissement a été atteint dans la loi rectificative des finances 2017-2018, soit seulement 606 millions de gourdes. A ce rythme, le pays a investi moins de 50 millions de dollars américains par année dans les infrastructures sanitaires. A rappeler qu’avec une croissance démographique d’au

moins 1.5% par année, le pays a vu sa population croître de plus de 2 millions d’habitants pour atteindre le niveau de 12 millions 238 mille et 540 habitants en 2020, selon les dernières estimations de l’Institut haïtien de statistiques et d’informatique (IHSI).

Cet important déficit d’infrastructures sanitaires soulève d’importantes préoccupations au cas où le pays aurait à faire face à une propagation d’un virus aussi dangereux que le coronavirus. Cette situation devrait inciter les preneurs de décisions, autant politiques qu’économiques, à envisager de mettre un place un solide plan d’investissements dans le secteur de la santé. Toutes les parties prenantes devraient s’engager activement non seulement pour des investissements plus substantiels mais aussi pour une bonne gouvernance des institutions de santé.

La rapidité avec laquelle progresse le virus à travers le monde est en train de mettre à mal la tendance pour les gens aisés de ce pays de se rendre ailleurs pour se faire soigner. Car, le virus est partout. Les morts se comptent par dizaine, par centaine. Et, si cette pandémie avait sonné le réveil d’une prise de conscience en Haïti devant aboutir à la mise en place d’infrastructures sanitaires de qualité respectant les normes et standards internationaux ?

## **La Banque mondiale appelle à une action « ferme, rapide et coordonnée » pour faire face à la menace commune du COVID-19**

Une action rapide peut aider les pays en développement à limiter les dommages économiques causés par la maladie coronavirus, comme le présente un article publié par la Banque mondiale sur ses blogs avertissant que dans les semaines à venir, tous les pays devront agir pour protéger leur population et réduire les dommages causés à leur économie.

L'article rédigé par la vice-présidente de la Croissance équitable, des finances et des institutions (EFI), le Groupe de la Banque mondiale, Ceyla Pazarbasioglu, indique que l'épidémie de coronavirus s'est manifestée à un moment où l'économie mondiale était faible et que cela a des conséquences inquiétantes pour les pays en développement.

L'allocation serait nuancée par le resserrement des conditions de crédit, une croissance plus faible et le détournement des ressources publiques pour lutter contre la pandémie, pourraient réduire le financement disponible pour les principales priorités de développement.

*« Une récession économique pourrait également affecter la lutte contre l'extrême pauvreté. » Une récession économique pourrait également affecter la lutte contre l'extrême pauvreté. Il est donc impératif que les décideurs partout reconnaissent comment les dommages économiques peuvent être transférés d'un pays à l'autre, et agissent rapidement pour les empêcher de se propager », a déclaré l'exécutif de la Banque mondiale.*

Il est donc impératif que les décideurs partout reconnaissent comment les dommages économiques peuvent être transférés d'un pays à l'autre, et agissent rapidement pour les empêcher de se propager », a déclaré l'exécutif de la Banque mondiale.

Il stipule que les gouvernements doivent éviter des politiques protectionnistes qui pourraient aggraver les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et accroître des niveaux déjà

élevés d'incertitude et souligne que, plus important encore, est que les gouvernements évitent les restrictions sur les exportations de produits alimentaires et médicaux nécessaires et de travailler ensemble pour soutenir une production accrue qui assure les ressources vers les secteurs où ils sont les plus nécessaires.

Il explique que les dommages économiques peuvent être transférés d'un pays à l'autre par différentes voies, citant comme premier canal, le commerce, qui, dit-il sera perturbé par les fermetures d'usines et les retards dans la reprise des opérations.

Deuxièmement, il parle des flux financiers externes, qui pourraient être retirés des pays touchés par cette maladie. Le troisième est le capital national, tant humain que financier, qui est gaspillé à mesure que les usines deviennent inactives, et le quatrième est le transport et le tourisme qui diminue la demande et les restrictions accrues sur les voyages.

Pour les pays en développement, ils seront touchés par la forte baisse des prix des produits de base, car ils en dépendent pour un revenu indispensable.

*« Personne ne peut prédire de façon fiable l'impact économique global. »* en ajoutant que le maintien d'une réponse politique rapide, coordonnée et concertée doit être une priorité mondiale.

**« Aucune mesure n'avait été prise pour protéger le personnel du plus grand établissement de santé du pays » selon le Dr. Jacques Mackenzie**

Très récemment, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a officiellement déclaré le Covid-19 une pandémie. Cependant, jusqu'à présent, Haïti est exempt de la cartographie du virus de Wuhan. S'il est vrai que les autorités sanitaires du pays se montrent consentir des efforts pour répondre à une éventuelle arrivée du Covid-19, pour le Dr. Jacques Mackenzie de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), aucune mesure n'avait été prise pour

protéger le personnel de l'hôpital afin qu'il soit en mesure de soigner les malades.

*« C'est triste à dire, mais l'hôpital reçoit beaucoup de patients quotidiennement et nous ne sommes pas prêts- je répète – nous ne sommes pas prêts, à ma connaissance, à diagnostiquer une personne qui a le coronavirus »* a-t-il déclaré aux journalistes de VOA kreyòl le 07 Mars dernier, en ajoutant qu'ils n'ont même pas le test pour déterminer si quelqu'un est infecté.

Le Docteur a poursuivi pour mentionner que *« le diagnostic est biologique, le laboratoire doit donc confirmer le diagnostic. Nous, le personnel médical, n'avons reçu aucune instruction concernant la détection des cas de coronavirus, ni comment nous protéger. Nous voyons (dans les actualités) tout l'équipement dont les autres disposent pour faire face au coronavirus, leurs médecins, leurs techniciens sont bien équipés. En revanche, nous n'avons jamais reçu quoi que ce soit qui nous permettrait d'affronter l'arrivée éventuelle de coronavirus dans le pays »*

Les déclarations du Dr. Mackenzie contrastent fortement avec les assurances données par la ministre de la santé publique Greta Roy Clément plus tôt dans la dernière semaine. La ministre a en effet, détaillée les mesures prises par l'administration publique pour gérer les éventuels cas de coronavirus.

*« Nous n'identifions pas les hôpitaux qui ont été désignés pour recevoir les patients de coronavirus, mais je dirai que nous avons environ 200 lits disponibles pour recevoir ces patients, à l'échelle nationale dans les hôpitaux privés et publics »* a déclaré la ministre. Elle a aussi ajouté que le laboratoire du ministère de la santé nationale avait reçu le 12 février dernier des kits de test du coronavirus, qui seront administrés aux patients suspectés d'être infectés par le virus. Elle a déclaré que des échantillons seront prélevés de l'hôpital au laboratoire national pour les tests.

Le système sanitaire haïtien s'est déjà révélé défaillant face à plusieurs cas d'épidémie au niveau national. L'absence de logistiques

adéquates et d'intrants médicaux l'empêche de réagir rapidement face à des cas comme le coronavirus. Les difficultés que rencontre le pays face à de telles situations montrent encore une fois qu'il est impératif d'investir davantage dans le domaine de la santé en Haïti. Avec un portefeuille de seulement 5.69 milliards de gourdes dont seulement 10.7% est alloué aux investissements, la santé occupe seulement 4.2% des dépenses publiques totales.

## **Comment l'approche intégrée de « Food for the Poor » construit des leaderships locaux pour lutter contre la pauvreté**

Atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) requiert le travail de tous les secteurs en Haïti. Chacun a son rôle à jouer, dépendamment de sa compétence et de ses responsabilités. Le secteur public, le secteur privé, la société civile et le secteur du développement, c'est-à-dire celle des Organisations Non Gouvernementales (ONG), sont tous critiques pour mettre Haïti sur un nouveau sentier d'émergence économique. Le « Food for the Poor », l'une des plus anciennes ONG qui travaillent dans le pays, utilise une approche intégrée de développement communautaire pour aider à enrayer les causes de la pauvreté en Haïti. Notre équipe a rencontré le directeur exécutif de cette organisation, Mgr. Ogé Beauvoir, et le révérend pasteur Clément Joseph (DRH), qui s'activent dans différents secteurs en vue d'aider à créer et renforcer des capacités au sein des communautés pauvres en Haïti.

### **DevHaïti : Pouvez-vous nous faire un bref historique du « Food for the Poor » ?**

FFTP : Le « Food for the Poor » est entré quatre (4) ans en Haïti après sa création en 1982 par la riche famille chrétienne Mah Food, à la Jamaïque. Cette organisation est présente dans 17 pays au niveau de la région Amérique Latine Caraïbe (ALC). Etant donné

la situation du pays en termes de pauvreté et d'insécurité alimentaire, le Food for the Poor Haïti est le plus grand centre d'opérations de « Food for the Poor » dans toute la région. Comme une association chrétienne, l'ONG entretient des rapports privilégiés avec les églises de n'importe quelle vocation.

### **DevHaïti : Dans quels domaines intervient « Food for the Poor » en Haïti?**

FFTP : « Food for the Poor » s'implique dans beaucoup de domaines en Haïti tels que l'alimentation (pour les pauvres), le

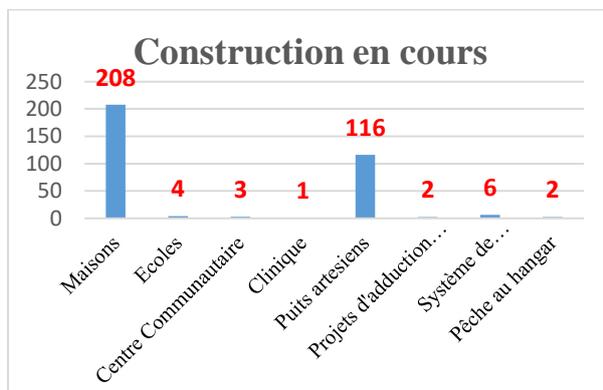
développement communautaire, les logements sociaux, la distribution de médicaments et d'intrants médicaux, l'agriculture, l'apiculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture. En plus de son programme de distribution de nourriture sèche à près de 3000 institutions et organisations bénéficiaires, le « Food for the Poor » offre un programme d'assistance alimentaire à plus de 750 écoles, et nourrit directement, par jour, 900 familles, des élèves de 2 écoles avoisinantes et des patients de 3 hôpitaux dans le voisinage à travers son programme de cantine au bureau central. Le « Food for the Poor » a déjà construit plus de 40 villages de pêche sur les côtes haïtiennes. Chaque village reçoit des équipements de pêche (au moins 4 bateaux équipés de moteurs appropriés), des matériels de pêches, 1 congélateur alimenté à l'énergie solaire, 1 maison servant de base et dépôt aux pêcheurs, 1 lampadaire. Le cout par village est autour de 65 000 dollars US. Nous construisons plus de 150 puits. En somme, nous pouvons dire que nous nourrissons plus de 500 000 personnes par jour.

### **DevHaïti : Où est-ce que « Food for the Poor » s'approvisionne ?**

FFTP : Etant donné que la production nationale est faible, généralement nous importons de la nourriture et d'autres biens. Cependant, nous avons une préférence pour la production nationale, particulièrement pour les entreprises qui utilisent nos services. Rien qu'en 2018, « Food for the Poor » a importé des biens pour plus de 324 millions de dollars US. Nous nous approvisionnons en légumes et en haricots de quelques entreprises bénéficiaires. Nous sommes prêts à apporter de l'aide, tant logistique que du savoir-faire dans le domaine de l'agriculture afin d'améliorer l'offre des produits agricoles au niveau local. Nous travaillons d'arrache-pied avec notre équipe de la Floride qui s'intéresse beaucoup à la production nationale. Nous avons déjà créé un département de l'agriculture au sein de notre organisation. Nous aurons à notre disposition des machines

qui permettront de faire du tri, d'irriguer, de récolter et des agronomes pour renforcer la capacité des cultivateurs. S'il est vrai que le Taiwan nous aide beaucoup avec le riz par exemple pendant huit (8) mois mais, les quatre autres mois nous voulons sérieusement les combler à partir du local. Nous sommes en train d'avancer sur plusieurs partenariats avec des cultivateurs dans le département de l'Artibonite, et sous peu, nous allons donner des résultats concrets dans ce domaine.

### Graphique#1



Source : Food for the Poor

### DevHaïti : Comme organisation qui travaille dans le développement humanitaire, est-ce que les statistiques sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire (qui augmente) en Haïti vous interpellent ?

FFTP : Depuis Juillet 2015, « Food for the Poor » conçoit un nouveau plan stratégique pour améliorer ses impacts. Ce nouveau plan comporte deux volets : l'approche de proximité et l'approche intégrée de développement communautaire. La première approche est une approche décentralisée qui permet à « Food for the Poor » de travailler avec beaucoup plus d'institutions (églises) à travers tout le pays, pour améliorer l'accès aux services par les bénéficiaires. Combattre la faim requiert de faire usage de services de proximité, car le déplacement entraîne des coûts que les bénéficiaires ne sont pas tenus de supporter.

La deuxième approche est fondamentale. Elle nous permet de surpasser le simple fait de construire des maisons pour des besoins individuels, en nous axant sur des besoins à un niveau communautaire. Après avoir construit plus d'une centaine de maisons pour une communauté donnée, ce qui relève de l'ingénierie physique, cette approche nous contraint de venir avec des travailleurs sociaux pour accompagner les gens. Cela a pour objectif de faire émerger un leadership au niveau de la communauté qui aura à la gérer à la fin du projet : c'est ce que nous appelons ingénierie sociale. C'est important de garder ensemble des gens qui auparavant étaient dans des situations conflictuelles. Notre nouvelle approche tend à améliorer nos résultats dans les différentes communautés que nous desservons.

### DevHaïti : Comment les situations de crise sociopolitique affectent vos activités ?

FFTP : Jusqu'à juin 2019, nous construisions 150 maisons par mois, mais les situations de crise sociopolitique ont, comme pour toutes les institutions du pays, considérablement réduit nos activités, nous ne construons maintenant que 50 maisons par mois. La violence qui existe dans le pays a contraint nos donateurs à fuir, ils ne peuvent pas venir sur le terrain pour consulter ce que nous faisons et du coup ils ne sont plus incités à donner comme ils le faisaient avant.

### DevHaïti : Quels types de partenariats établissez-vous dans le pays ?

FFTP : Nous avons de solides partenariats avec l'Etat haïtien, par le biais du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), qui nous accorde des franchises pour importer des biens, particulièrement les intrants médicaux. Dans la distribution des médicaments, nous privilégions les hôpitaux et des dispensaires publics, mais nous desservons aussi des institutions ecclésiastiques et communautaires.

Nous avons aussi un partenariat avec l'Etat haïtien sur la situation des prisons, nous apportons une assistance alimentaire aux différentes prisons du pays. Généralement, pendant les crises sociopolitiques, les premières victimes sont les prisonniers. Nous nous devons de les protéger car l'important ce n'est pas de les condamner mais de les réintégrer dans la vie normale.

### **DevHaïti : Comment « Food for the Poor » raccorde-t-il sa vision stratégique par rapport à celle de l'Etat et des ODD ?**

Evidemment, en tant qu'institutions chrétienne nous voulons non seulement réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté à travers tout le pays, mais aussi transformer les causes de ces phénomènes en des opportunités. Il y a trop de pauvres dans ce pays. Nous essayons de travailler avec des firmes telles que le Group Croissance pour nous aider à mieux comprendre la vision stratégique de l'Etat et l'agenda 2030 de l'ONU pour une nouvelle Haïti d'ici là. Il est important de se mettre au diapason avec ce qui se fait à travers le monde et coordonner nos actions stratégiques avec celles des acteurs clés au niveau national et régional.

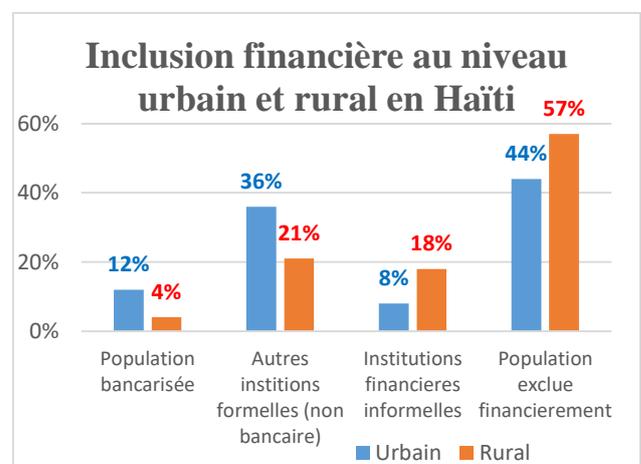
### **Réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté d'ici 2030, Haïti doit compter sur l'inclusion financière**

Eradiquer la pauvreté et l'extrême pauvreté est au cœur de l'agenda 2030 de l'ONU. Parvenir à cet objectif requiert de donner plus de facilités aux pauvres afin qu'ils puissent entreprendre. C'est pourquoi, toute stratégie de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté se doit d'envisager de promouvoir l'inclusion financière. Cette dernière désigne l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût spécifique pour des consommateurs en situation de difficultés. On estime de nos jours, selon la Banque Mondiale, que 2 milliards

d'adultes à travers le monde n'ont pas accès aux services financiers formels. L'accès au financement est un obstacle majeur à la conduite des affaires, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

En Haïti, l'inclusion financière, particulièrement l'accès aux services financiers bancaires, reste l'un des obstacles majeurs auxquels font face les ménages pauvres et extrêmement pauvres. En effet, selon l'enquête FINSCOPE réalisée par le Group Croissance et l'Agency for International Development (DAI en français) en 2018, 46% des adultes de 15 ans et plus sont exclus financièrement, seulement 11% de cette population est bancarisée. L'enquête FINSCOPE a aussi révélé des disparités au niveau régional. L'accès aux services financiers formels au niveau des zones rurales est très faible comparé aux zones urbaines, particulièrement la région métropolitaine. La pauvreté et l'extrême pauvreté étant plus répandues dans les zones rurales, inclure financièrement ces personnes pourrait rapporter beaucoup à la société haïtienne.

**Graphique #2**



Source : FINSCOPE, 2018

Les disparités sont aussi visibles au niveau du genre. Les femmes, toujours selon les résultats de l'enquête FINSCOPE, sont beaucoup plus frappées par les différentes situations d'exclusion financière que les hommes. Toutefois, le problème reste majeur tant pour les hommes que pour les femmes, car l'écart n'est pas si considérable entre les deux groupes. FINSCOPE a établi que 47% des femmes âgées entre 15 à 37 ans n'ont accès à aucun service financier formel ou informel, ce taux est de 45% au niveau des hommes pour la même catégorie d'âge.

### **Compter sur l'inclusion financière pour une croissance économique inclusive**

Dans sa perspective de refondation économique et sociale du pays, les autorités haïtiennes doivent s'activer pour réduire considérablement la part de la population financièrement exclue. L'accès au financement étant un grand soutien à la croissance inclusive, en ce qu'il permet aux ménages pauvres et extrêmement pauvres d'avoir plus d'opportunités pour se créer de la richesse et sortir de la pauvreté. Si beaucoup restent à réaliser, toutefois, plusieurs institutions, tant privées, publiques que de développement, réalisent de grands travaux pour promouvoir l'inclusion financière en Haïti.

La Banque de la République d'Haïti (BRH), de concert avec la Banque mondiale, a déjà, depuis septembre 2014, élaboré sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) qui comporte 5 piliers stratégiques. A travers son Unité d'Inclusion Financière, la BRH se donne pour mission de favoriser l'inclusion financière et de collaborer sur le plan institutionnel avec les acteurs impliqués dans la politique financière au niveau national. L'amélioration de l'écosystème Fintech, pour que la technologie puisse aider financièrement les haïtiens, est aussi inscrite au niveau dans l'agenda de la BRH.

En somme, Haïti doit miser grandement sur les mécanismes d'inclusion financière afin de

réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté, comme il s'est engagé à le faire depuis 2015 en adoptant le cycle des Objectifs de développement durable (ODD). Plus d'opportunités aux pauvres, particulièrement en milieu rural, serait pour le pays un moyen efficace de se mettre sur un nouveau sentier de croissance inclusive.

## En BREF

### **Coronavirus : la FMI appelle à « *une relance budgétaire mondiale renforcée et synchronisée* »**

Dans une note de blog rendue publique ce lundi 16 mars, le Fonds monétaire international (FMI) a plaidé en faveur d'une relance budgétaire mondiale renforcée et synchronisée pour faciliter la reprise de l'économie mondiale. **« Une coopération et une coordination globales sont cruciales pour la reprise », soutient le FMI.** Dans la foulée, Madame Kristalina Georgieva, directrice de l'institution de Washington a également estimé qu'**il est urgent de fournir une aide budgétaire conséquente aux personnes et aux entreprises touchées par la pandémie.**

### **Le FMI rappelle l'impact du Covid-19 sur la finance internationale**

Depuis l'éclatement de la crise sanitaire Covid-19, les investisseurs ont retiré 42 milliards de dollars des pays émergents selon les chiffres de l'Institut pour la finance internationale (IIF), rappelle la directrice du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, ce lundi. La patronne du FMI a souligné que *« des actions déterminées et coordonnées de la part de ceux qui ont les capacités d'intervention les plus importantes »* serviront à tous les autres pays.

### **Coronavirus : le FMI prêt à mobiliser sa capacité de prêt**

Pour aider ses pays membres à combattre la pandémie du Corona virus et à réduire ses coûts humains, économiques et financiers, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé qu'il est prêt à mobiliser sa capacité de prêt de 1000 milliards de dollars américains.

## Notes infographiques importantes

**Dépenses d'investissement en santé**  
(En milliards de gourdes)



**Dépenses totales en santé**  
(En milliards de gourdes)



**Part de la santé dans les dépenses publiques**  
(En pourcentage)



**Localités dans lesquelles le Food for the Poor implémente des projets en agriculture**

|                                     |
|-------------------------------------|
| Monchil                             |
| Desarmes, Treille, Moles St Nicolas |
| Value                               |
| Boen                                |
| Source Matelas                      |
| Barrière Battant                    |
| Williamson                          |
| Chantal                             |
| Despuzeau                           |
| La Digue Proby                      |
| Vye Chodyè                          |
| Bondeau                             |
| Terrier-Rouge                       |
| Thomonde                            |
| Santo 17                            |